



La conférence mondiale sur la recherche agricole, qui s'ouvre ce dimanche à Montpellier, doit être l'occasion de rappeler à la communauté internationale l'enjeu vital que représente la sécurité alimentaire de notre planète.

Depuis 50 ans, des résultats impressionnants ont déjà été obtenus. La planète a réussi à nourrir une population multipliée par quatre en un siècle, les agriculteurs et les agronomes parvenant à démentir ainsi le Club de Rome qui, dans les années 70 prédisait un état de famine chronique.

Mais ces performances ne peuvent dissimuler les lourdes menaces qui se dressent devant nous. Le nombre d'êtres humains souffrant de famine dans le monde a dépassé le milliard en 2009. Il a même progressé de 150 millions depuis 2005, alors qu'il régressait régulièrement depuis cinquante ans.

Et le monde a connu en 2007 / 2008 une grave crise alimentaire, conduisant aux « émeutes de la faim ».

Les situations dramatiques se multiplieront inéluctablement si nous ne prenons pas en main notre sécurité alimentaire. Il faut, en un mot, rééditer au 21<sup>ème</sup> siècle les exploits accomplis au 20<sup>ème</sup>.

Nourrir une population croissante sans détruire les écosystèmes, tirer le meilleur parti des technologies et des marchés internationaux sans condamner la paysannerie et la diversité, voilà quels sont les enjeux d'une action globale.

La Banque Mondiale, la FAO, le PNUD sont engagés dans ce combat depuis longtemps. Mais la sécurité alimentaire n'a pas aujourd'hui la place qu'elle devrait avoir dans les agendas gouvernementaux. Elle se heurte souvent à l'indifférence des opinions publiques. Le Premier ministre indien, M. Manmohan Singh, dénonçait récemment « le sentiment de fausse sécurité » qui entoure, dans son pays aussi, les problèmes d'alimentation. On ne saurait mieux dire.

Garantir la sécurité alimentaire de la planète, c'est notre premier devoir. Si nous n'engageons pas cette bataille maintenant, l'histoire, soyons en certain, nous jugera sévèrement.

L'enjeu, c'est de nourrir 70 millions d'habitants supplémentaires chaque année d'ici 2050. C'est aussi de répondre aux besoins des populations qui souffrent de malnutrition. Cet objectif, qui implique le doublement de la production agricole mondiale en 50 ans, est aujourd'hui à portée de main, grâce aux techniques et aux savoir-faire disponibles.

Mais cette légitime recherche du volume et du rendement ne saurait se faire au détriment des équilibres écologiques de la planète, équilibres tout aussi indispensables à la survie de l'humanité. Et pourtant, des destructions qui pourraient s'avérer fatales apparaissent déjà : les massifs forestiers reculent, les zones désertiques s'étendent, les terres agricoles se réduisent. L'irrigation excessive épuise les nappes souterraines et provoque des remontées de sel. Les aléas climatiques vont aggraver la situation de toutes les agricultures non-irriguées. Engrais et pesticides mal employés dénaturent et stérilisent les sols. Dans le même temps, la compétition mondiale pour le contrôle de la terre agricole est lancée. Des Etats ou des groupes privés mettent la main sur des milliers d'hectares, sans égard pour les agricultures fragiles qui les entourent.

La question est clairement posée : Comment faire face à tous ces périls et garantir la sécurité alimentaire de la planète ?

C'est grâce à la recherche agronomique, qui a rendu tant de services dans le passé, que nous trouverons la réponse. La nouvelle révolution verte devra donner naissance à une agriculture à la fois très productive et respectueuse des équilibres naturels et de la diversité. Ici et là, des solutions sortent déjà des laboratoires et entrent dans les cultures.

Le mouvement permettant de diffuser dans le monde ces technologies est désormais lancé. Il est capable, à mon sens, de vaincre les conservatismes, l'ignorance et les intérêts puissants qui se dressent devant lui. Mais il ne pourra pas trouver la vigueur



nécessaire pour assurer la sécurité alimentaire de tous sans une mobilisation accrue des autorités politiques.

Indispensable, cette nouvelle agronomie intensive et écologique ne suffira pas entièrement. Il faudra mettre en culture des surfaces supplémentaires. Les terres disponibles en Amérique du Sud et en Afrique subsaharienne ne manquent pas. Ces développements devront être conduits avec circonspection. Les défrichements massifs ont un effet dévastateur sur les écosystèmes. Il est urgent de limiter ces excès. Ma conviction, c'est qu'il conviendra d'orienter l'ouverture de surfaces nouvelles dans les pays dont l'autonomie alimentaire est la plus faible, dès lors qu'ils disposent de terres cultivables et d'eau, en particulier en Afrique subsaharienne. Pour encourager les investissements de ces pays dans leur agriculture, il faut maintenir, pour eux, un accès privilégié aux marchés de consommation du Nord. Le débat sur la réforme de la PAC, qui s'engage, ne pourra pas faire l'économie d'une réflexion sur l'équité des marchés agricoles.

Si l'on veut éviter l'apparition de nouveaux déséquilibres au profit des territoires les plus productifs, un soutien massif devra être apporté à l'agriculture des pays du Sud. Il s'agira d'amplifier les aides financières multilatérales qui leur sont destinées. Les engagements qui ont été pris en matière d'aide publique au développement devront impérativement être tenus. Les pays du Sud devront également être autorisés à maintenir, temporairement, les protections qui leur paraissent nécessaires. Il s'agira, aussi, d'y diffuser les technologies et d'y former les hommes avant que la concurrence internationale et l'urbanisation aient entièrement détruit les agricultures locales.

Le temps presse. Je vois dans de nombreux pays des communautés locales en voie de désorganisation, qui seront bientôt incapables de fournir les services dont l'agriculture a besoin. Ce processus est encore accéléré lorsque les terres sont accaparées par des intérêts extérieurs. Selon la FAO, 30 millions d'hectares auraient déjà changé de main. A cet égard, je crois indispensable d'établir une sécurité foncière et de faire reconnaître les droits des populations locales sur leurs terres.



Enfin, nous ne pourrions pas faire l'économie d'une réflexion sur le fonctionnement des grands marchés internationaux de produits agricoles. Ces échanges vont se développer. Ils joueront un rôle central dans la sécurité alimentaire de la planète, en fournissant les volumes nécessaires aux zones qui resteront structurellement déficitaires. Je souhaite que l'agriculture française y prenne toute sa place.

Les déséquilibres qui affectent notre planète, ceux qui proviennent des aléas climatiques comme ceux liés à la spéculation, peuvent avoir des effets dévastateurs sur les agricultures les plus faibles. C'est pourquoi, dans ce domaine aussi, nous devons réfléchir à de nouvelles régulations.

La tâche paraît aujourd'hui immense. Mais aucun d'entre nous ne peut accepter une agriculture mondiale où un petit nombre de pays et d'opérateurs surpuissants distribuerait au reste du monde une nourriture normalisée.

Il est grand temps d'engager la mobilisation nécessaire pour promouvoir l'agriculture du 21<sup>ème</sup> siècle, une agriculture qui garantira la sécurité alimentaire, tout en préservant les ressources et les équilibres écologiques et en renforçant la solidarité entre les peuples.

